

COOPERATIVE AGRICOLE LORRAINE

Bilan d'étape «Lorraine 2025»

Au beau milieu d'une campagne céréalière problématique, la CAL présente les résultats de la précédente, marquée par des rendements historiques. Mais le temps fort des assemblées de sections se situe dans le rapport d'étape du projet «Lorraine 2025» initié il y a un an.

La Coopérative Agricole Lorraine inaugurerait cette année une nouvelle formule pour la tenue de ses assemblées de sections, en groupant deux réunions au même endroit au cours d'une matinée unique. Une participation plus importante à chaque fois, les éleveurs étant moins contraints par leurs impératifs horaires ; des échanges denses favorisés. A la salle des fêtes de Croismare, les sections de Blâmont et d'Einville étaient rassemblées le 2 décembre.

Parité transport différenciée

Le président Jean-Paul Marchal a ouvert toutes ces rencontres en rendant un hommage ému à l'ancien vice-président, Jean-Paul Bidon, récemment disparu. L'examen de l'activité et des comptes de l'exercice écoulé (lire par ailleurs) a précédé la présentation d'un «rapport d'étape» sur le projet «Lorraine 2025» déployé

depuis un an par la CAL. Pour les productions végétales, l'objectif est de réaffirmer la position de leader et atteindre 75 % de parts de marché. De nouveaux outils ont été mis à disposition des agents de relation cultures pour «réinvestir la collecte dans une dynamique de développement» explique le vice-président Bruno Colin, en citant le lancement de l'offre «MAXICAL» en mai dernier. Ou en les formant au volet céréales de l'outil de gestion de relation client.

Autre évolution, le principe de parité transport différenciée en trois zones, en fonction de la proximité des lieux d'expédition, donnant droit à un ou deux euros de majoration. Ces évolutions font débat. Jean-Paul Marchal défend la responsabilité du conseil d'administration de gérer au mieux «le tas de la coopérative. Certains préfèrent le prix moyen, d'autres le prix de



Eric Chrétien : «la double peine en 2016, après le record de 2015».

marché, ce n'est pas à nous de régler chaque cas individuel, mais il nous faut raisonner la globalité de l'entreprise».

La CAL met en œuvre «un plan de compétitivité volontariste». Cela passe par une anticipation des flux logistiques de la moisson et une modification du plan de transfert et de stockage, sur la base du plan de commercialisation. A la clé une productivité accrue des transports, avec «des camions qui tournent plus». Eric Chrétien, le directeur général, réfute au passage toute idée d'externaliser la flotte de véhicules, en défendant le concept «de flux tirés, à la place de flux poussés».

Le travail annuel autour d'un silo se rationalise, l'organisation s'adapte, les conducteurs sont sensibilisés à la cohérence de leurs pratiques avec l'exigence des débouchés. Autres projets qui germent, la mise en place de groupes d'expérimentation sur des thèmes innovants : Cultur'gaz «en amont du méthaniseur» ; Cultur'sol, autour de l'agriculture de conservation ; Cultur'Innov, pour l'agriculture de précision. Parallèlement en 2017, l'union de commercialisation Cer'Est fera évoluer ses outils, pour être en mesure de construire de nouvelles offres commerciales.

Forfaits révision «préventifs»

Au chapitre machinisme, la CAL veut consolider son partenariat de référence avec son «concedant



Jean-Paul Marchal : «nous réfléchissons à un accompagnement différent de nos adhérents».

John Deere». La poursuite de l'adaptation en cours du maillage territorial doit s'accompagner du développement de l'agriculture de précision et de l'amélioration de la performance commerciale. Une certaine érosion des parts de marché a été subie depuis deux ans. Pour inverser la tendance, le directeur machinisme, Didier Lemarquais, défend une segmentation des ventes par puissance et par secteur et «une stratégie commerciale appuyée sur les tracteurs de la série M, de puissance intermédiaire, avec un meilleur rapport qualité-prix». Pour le service après-vente, des forfaits révision «préventifs» vont être lancés. «Avec ce système, nous réglons une grande partie des problèmes, assure Didier Lemarquais. Sinon, nous faisons les urgentistes, notre rôle est de conseiller». Le responsable machinisme s'appuie sur l'expérience du transport routier ou encore du robot de traite qui proposent des garanties à dix ans.

Dans le domaine de l'élevage, Bruno Colin et le directeur dédié Jacques Brun, ont repris les principaux axes développés lors de l'assemblée spécifique du groupe spécialisé «adaptation au marché ; renforcement de l'union CLOÉ ; synergie renforcée avec Loréal» (lire aussi page 12). Enfin les fonctions supports évoluent elles-mêmes, l'ensemble des réseaux informatiques sont en cours d'amélioration. La professionna-

lisation des relations humaines et la mise en place d'outils de suivi et de gestion des frais généraux et des flux de factures sont lancés.

Plan d'économies volontariste

L'assemblée de section s'est poursuivie par un point de conjoncture sur la campagne en cours. Le président Jean-Paul Marchal a insisté sur l'accompagnement des adhérents. Tant les soutiens «historiques» d'aide à l'installation des JA ou des contrats de semences, que le financement conjoncturel de la production type contrat 15, puis Cap 16, ou encore la mise en place de broutards. Sans sombrer dans le catastrophisme, l'exercice à venir sera compliqué à équilibrer. Un plan d'économies volontariste a été déclenché, explique Eric Chrétien, en particulier sur les frais généraux. Il vaut aussi tant pour l'embauche des saisonniers que pour le recours au transport extérieur. Les budgets entretien et investissements sont limités au «strict minimum». L'organisation rationnelle des ressources humaines repose sur l'évolution du dispositif travail d'hiver du machinisme, l'optimisation des périodes d'ouvertures des sites et la mutualisation à l'intérieur de l'ensemble du groupe CAL.

Jean-Paul Marchal a conclu en se félicitant de la capacité de stockage et de triage disponible sur tout le territoire, qui trouve toute son utilité cette année. Il a salué la création de la cellule départementale REAGR «initiée par la FDSEA et mise en œuvre par le CAF» destinée à apporter des réponses aux agriculteurs mis à mal par la crise. Le président de la CAL a estimé que l'agriculture «était arrivée au bout d'un système» et qu'il fallait travailler à une nouvelle PAC pour 2020, l'actuelle n'étant plus adaptée. «Réfléchissons aussi à un accompagnement différent de nos adhérents, pour leur permettre de gérer les risques, dans des systèmes plus novateurs et plus pérennes».

Jean-Luc MASSON

ACTIVITE 2015-2016

Rendement record, prix en baisse

Sur l'exercice 2015-2016, la CAL a réalisé une de ses meilleures moissons historiques en engrangeant 520.000 t, en hausse de 7,7 % sur la campagne antérieure.

La hauteur des rendements a été particulièrement significative pour le blé dont la collecte a progressé de 38,3 %, rappelle le directeur général, Eric Chrétien. Mais ce qui marque les esprits, c'est le niveau très bas de la collecte prévisionnelle 2016-2017 établi à 320.000 t, à rapprocher de celle vécue en 2003 ressortie à 372.600 t et considérée comme la plus mauvaise jusqu'à présent. «C'est la double peine» estime Eric Chrétien, une année catastrophique succédant à une saison record. Seuls les taux de protéines ont pénalisé la valorisation des graines récoltées en 2015. Un an plus tard, les difficultés surgissent à la fois dans les poids spécifiques, la teneur en huile, la fusariose et le calibrage.

Concernant les approvisionnements, la campagne passée a subi une baisse de 7,5 % du chiffre d'affaires, à 59,9 millions d'€, toutes les familles ayant été impactées.

Les engrais ont enregistré une diminution significative en volume, mais aussi en niveau de prix, en particulier la solution azotée qui

a connu une baisse de tarif de 32 %.

Concernant le machinisme, le chiffre d'affaires a gagné 9 % à 36,5 M€. Ceci intervenant toutefois après un retrait de 17 % sur 2014-2015. Le marché des tracteurs et des automoteurs a connu une belle embellie.

L'élevage a, pour sa part, enregistré un gain des volumes de 1,8 %, malgré un repli de 2 M€. en valeur dû à l'effet prix. Le chiffre d'affaires global de la coopérative ressort ainsi à 230 M€, en léger recul. L'excédent brut d'exploitation progresse de 300.000 €, souligne Serge Gritti, le directeur financier.

Une économie de plus d'1 million d'€ a été recherchée, mais l'augmentation de la dette en cultures s'est traduite par une charge nette de 600.000 €. Cette dette progresse en un an de 89 jours à 95 jours de chiffre d'affaires.

Les investissements ont été inférieurs aux amortissements constatés. La CAL a versé 4 M€ de compléments de prix avant la clôture de l'exercice, le résultat net termine à 2,4 M€, dont la totalité de ce qui est redistribuable (1,7 M€) sera affectée à l'intérêt aux parts sociales et aux ristournes, après vote en assemblée générale.



A la salle des fêtes de Croismare, ont été rassemblées les sections de Blâmont et d'Einville.